

Approvisionnements d'énergie—Loi

rêts pétroliers ainsi qu'avec les députés des régions du Canada à forte consommation.

Le parti conservateur a aussi fait preuve d'illogisme en prétendant récemment qu'il voulait voir le pipe-line s'étendre jusqu'à l'Est du Canada dès 1969, qu'il avait préconisé la chose lors de son congrès d'élaboration de politiques à Niagara. A mon avis, cette résolution était enfouie bien loin lors de leur conférence de penseurs. On n'a pas pris cela au sérieux. En effet, lors de la dernière campagne électorale fédérale, lorsqu'il s'est agi de parler dans leur programme de la prolongation du pipe-line, nous avons bien vu que le projet était flou puisqu'on se contentait de dire «qu'on étudierait l'opportunité de prolonger le pipe-line jusqu'à Montréal».

Je les entends très souvent parler des difficultés qu'éprouve le public consommateur. Je sais aussi que les conservateurs s'opposaient à la taxe d'exportation ce qui aurait favorisé une augmentation des prix, des profits énormes pour les sociétés pétrolières privées et pour le gouvernement, pourvu qu'il n'y avait pas de blocage des prix, monsieur l'Orateur. Hier après-midi, j'ai entendu le chef de l'opposition (M. Stanfield) dire qu'un blocage des prix nuisait à l'Est canadien, mais que si nous ne maintenions pas le blocage des prix dans l'Ouest, tous les Canadiens auraient à payer plus cher encore, au moins \$100 de plus cette année pour chauffer leurs maisons et rouler en voiture et les prix auraient pu augmenter encore davantage. Où donc est l'intérêt qu'on porte au consommateur quand on prône ce genre de politique? Certes, si nous avions une politique énergétique nationale et une société pétrolière nationale, cette dernière pourrait fixer un prix pour le Canada tout entier et en faire la péreuation, jusqu'à ce que le pipe-line soit achevé, en combinant le prix élevé du pétrole dans l'Est canadien avec celui de l'Ouest canadien. Ce serait beaucoup plus juste que la politique préconisée par le parti conservateur.

L'autre aspect de la politique antérieure des libéraux et des conservateurs qui m'inquiète beaucoup est la mesure dans laquelle leurs politiques ressemblent à celle d'un président du conseil de l'une des grandes sociétés pétrolières. Si le prix du pétrole augmente au pays, ne serait-ce que d'un dollar le baril, étant donné que nous possédons des réserves non encore exploitées d'une valeur d'environ 10 milliards de dollars, cela représente pour les sociétés pétrolières un profit inespéré de pas tout à fait 10 milliards de dollars, mettons un cinquième pour les redevances. Les frais de production n'augmentent pas. C'est tout simplement que le pétrole est là, en réserve, et que le prix mondial augmente. Si nous laissons le prix national augmenter, on s'enrichit subitement sans scrupule.

Le prix du pétrole avait déjà augmenté de 95c. le baril cette année avant que le gouvernement soit forcé de bloquer les prix. Cela représentait un profit de 37 p. 100 pour les sociétés pétrolières et elles se plaignent encore que leurs bénéfices sont trop peu élevés. Je mets quiconque au défi d'examiner les bénéfices déclarés récemment par les sociétés pétrolières. Les chiffres sont de 40 à 80 p. 100 plus élevés que les bénéfices du trimestre précédent. La seule mesure que les conservateurs ont proposée à l'égard du contrôle des prix—ils n'en parlent plus beaucoup maintenant—était leur vieille politique d'un blocage des prix pour 90 jours. Ils savent ce qu'il adviendrait le jour où le blocage serait levé.

M. Baker: Ce sont des balivernes socialistes!

M. Symes: Monsieur l'Orateur, vous venez d'entendre un autre cadre de l'industrie pétrolière. Les sociétés pétro-

[M. Symes.]

lières et le critique énergétique du parti conservateur font valoir très souvent que nous devons laisser monter le prix du pétrole afin d'inciter les sociétés pétrolières à faire la prospection. Monsieur l'Orateur, en Alberta seulement, nous constatons des capitaux s'élevant à un milliard sont canalisés vers les coffres des sociétés pétrolières. Où vont-ils? Servent-ils à la prospection en Alberta? Non, monsieur. Près de 300 millions sont affectés à l'Arctique et 700 millions à des endroits à l'extérieur de l'Alberta et du Canada. Rien nous assure que si le prix du baril de pétrole monte, les sociétés pétrolières vont utiliser leurs bénéfices pour la prospection de pétrole au Canada. Nous n'en avons aucune garantie.

Vous savez pourquoi je dis cela, monsieur l'Orateur? En 1957, les sociétés pétrolières américaines installées au Canada ont réalisé 600 millions de dollars de gains et ont consacré 176 millions à l'exploration. En 1972, les mêmes sociétés pétrolières ont connu des gains de 2.5 milliards de dollars, et combien en ont-ils consacré à l'exploration pétrolière? Elles y ont consacré 195 millions de dollars. Autrement dit, leurs bénéfices ont accusé une hausse d'environ 400 p. 100, mais leur activité en l'Alberta n'a augmenté que de 10 p. 100.

En outre, les sociétés pétrolières font valoir dans leur publicité et dans les revues que les prix doivent être plus élevés, car le coût de la main-d'œuvre a augmenté de quelque 400 p. 100 au cours de la dernière décennie. Je crois qu'Imperial Oil a fait paraître à ce sujet un joli tableau dans de nombreuses publications. Mais j'aimerais que le public canadien sache qu'entre 1962 et 1970, les frais d'exploitation des puits de pétrole ont accusé une baisse d'environ 6c. le baril alors que le prix du pétrole a augmenté de 38c. le baril. Ces chiffres se trouvent dans l'annuaire de la Canadian Petroleum Association. Les sociétés pétrolières répètent qu'elles ont besoin de plus d'argent pour des fins d'exploration. Jetons un coup d'œil sur ce qu'elles ont et sur ce qu'elles font avec cet argent.

En 1969, la dernière année pour laquelle nous avons des statistiques 556 des 681 sociétés pétrolières et gazières n'ont pas payé un cent d'impôt sur le revenu au niveau fédéral—pas un cent monsieur l'Orateur. De 1965 à 1971, Imperial Oil, avec des gains nets de 1.5 milliard de dollars et un taux d'impôt de 19 p. 100 seulement—c'est le taux d'impôt s'appliquant à un homme qui a deux enfants et qui gagne \$11,000 par année—accusait un total cumulatif d'environ 170 millions de dollars en impôts différés, qu'elle n'a pas eu à payer en raison de nos lois fiscales discriminatoires. C'est tout comme si l'on avait consenti un prêt de 170 millions de dollars à cette société qui pourtant se plaint de ne pas faire suffisamment d'argent. Quand nous voyons l'argent que ces sociétés font, et je prends une fois de plus le cas d'Imperial Oil, et 70 p. 100 de leurs dividendes, l'argent qu'elles font au Canada, est acheminé à la société mère, Exxon Corporation. Combien la compagnie Exxon rend-elle au Canada en dépenses d'exploration? Je vous le donne en mille—1 p. 100. La compagnie mère reçoit 70 p. 100 et elle réaffecte 1 p. 100 de cet argent à l'exploration. Qui soutiendra maintenant que les compagnies pétrolières ont besoin de tant de fonds pour leur exploration au Canada? Cet argument ne tient pas debout.

● (1550)

L'établissement des prix du pétrole et de l'essence dans l'Est du Canada me préoccupe vivement. Depuis l'établissement du blocage volontaire des prix dans cette région, on prétend qu'au fur et à mesure de l'augmentation du pétrole importé, les compagnies de pétrole et de gaz